

Le revenu, une question de point de vue

Dans le cadre de la consultation de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) sur les enveloppes financières agricoles pour les années 2012 et 2013, notre office s'est offert un exercice de haute voltige. Dans son document, l'OFAG fait logiquement un bilan intermédiaire des réformes successives de la politique agricole. Il revient sur la situation du revenu dans l'agriculture et présente l'évolution du revenu du travail par Unité de main d'œuvre familiale en rapport au salaire de référence (médiane des salaires annuels bruts de toutes les personnes employées dans les secteurs secondaire et tertiaire). Il constate qu'au fil des ans, une différence de 40% demeure entre le salaire moyen de ces secteurs et le revenu du travail dans l'agriculture.

Pour valider sa politique, l'OFAG fait donc un tour de passe-passe astucieux. L'article 5 de la Loi sur l'agriculture stipule «que les mesures de politique agricole doivent permettre aux exploitations satisfaisant aux critères de durabilité et de performance économique de réaliser, en moyenne pluriannuelle, un revenu comparable à celui de la population active dans les autres secteurs économiques d'une même région». Pour parvenir à ses fins, l'Office décide que les exploitations du quartile supérieur sont la référence pour les critères de durabilité et de performance économique. C'est donc le revenu de ces exploitations (qui ont le revenu le plus élevé), qui est comparé à celui des personnes actives dans les secteurs secondaire et tertiaire. Voilà donc une méthode quelque peu louche qui suscite plusieurs remarques:

Nous aimerions savoir sur quels critères se basent la «durabilité et la performance économique»... Si l'on peut envisager qu'en termes économiques, des comparaisons sont possibles, nous aimerions savoir quels ont été les critères qui ont permis d'évaluer les aspects sociaux et environnementaux et considérer ainsi que ces mêmes exploitations font toujours partie du peloton de tête.

Nous aimerions rappeler que pour les exploitations agricoles, la base de calcul est de 280 jours de travail alors que pour le reste de la société, il se situe tout au plus à 230 jours. Une simple règle de trois permet ainsi de rééquilibrer les comptes et s'apercevoir que seule la main d'œuvre familiale des exploitations de plaine du quatrième quartile est encore «économiquement concurrentielle» avec les travailleurs des autres secteurs.

Ce qui est particulièrement inadmissible dans ce document c'est que l'OFAG conclue le paragraphe par un auto satisfecit: «les résultats nous amènent à la conclusion que la réforme de la politique agricole est socialement supportable... ».

C'est comme si le seco annonçait qu'à partir de 2010, la référence pour évaluer les salaires serait celle des «grands patrons» qui, en 2006, gagnaient en moyenne 657'000 francs par année. Ou alors ne prendrait, pire encore, que les 20% des «top managers» qui gagnent plus de 1,2 million/an. Et de dire en conséquence à Unia qu'il n'y a pas de working poor en Suisse et que tout va bien dans le meilleur des mondes.

Si ce paragraphe a provoqué de vives réactions des responsables des organisations agricoles lors de sa présentation, cela n'a pas été plus loin. Sur le moment l'OFAG n'a su que répondre. Pour nous, oser publier de telles énormités ne fait que refléter une tendance forte au sein de cet office qui est celle de négliger la majorité des exploitations de ce pays pour ne mettre en avant que celles qui peuvent démontrer, au bas de leur comptabilité, un revenu comparable à celui d'autres secteurs. Faisant ainsi fi de toute autre considération. Quelle pauvreté...